

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 02/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARMORICAINE DE GRANITE**

Rue des Carrières  
La Clarté  
22700 Perros-Guirec

Références : 2025.119  
Code AIOT : 0005502262

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement ARMORICAINE DE GRANITE implanté CLARTE RANGUILLEGAN dite SAG 1 22700 Perros-Guirec. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMORICAINE DE GRANITE
- CLARTE RANGUILLEGAN dite SAG 1 22700 Perros-Guirec
- Code AIOT : 0005502262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de granit autorisée par arrêté préfectoral en date 6 juin 2005.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Surveillance du respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 4.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 5.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 1.2	Sans objet
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 1.3	Sans objet
3	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 1.4	Sans objet
4	clôture	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 2.2.2	Sans objet
6	Circulation des eaux	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 4.5.1	Sans objet
7	Point de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 4.5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection met en évidence des non-conformités majeures concernant la mise en oeuvre de la remise en état du site et l'information sur les modalités de remise en état et un point de vigilance sur la réalisation du plan topographique d'exploitation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. L'autorisation est accordée sur les terrains correspondant aux parcelles suivantes du cadastre de la commune, conformément au plan annexé à cet arrêté. L'ensemble de ces terrains

représente une superficie de 12 283 m<sup>2</sup>.

Zone	Parcelles (cadastre de Perros-Guirec)	Surface
Carrière	Section C : 501 et 892	12 283 m <sup>2</sup>

2. L'autorisation d'extraction est restreinte aux surfaces indiquées sur le plan annexé.

3. L'extraction est autorisée dans la bande de 10m bordant la carrière voisine (parcelles n° 500, 502 et 503).

**Constats :**

Lors de l'inspection, il est constaté que l'installation est localisée sur les parcelles autorisées C 501 et 892.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Durée de l'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Durée de l'autorisation

**Prescription contrôlée :**

1. L'autorisation est accordée jusqu'au 11 décembre 2025. Cette durée inclut les travaux de remise en état.

2. L'autorisation d'extraction de matériaux de la carrière n'est toutefois accordée que pour **19 ans** à compter de la date du présent arrêté.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il est constaté qu'il n'y a pas d'activité d'extraction sur le site, la fosse est en eau.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'activité récente.

De plus, il indique le souhait de formuler une demande de prolongation de l'autorisation de 18 mois en lien avec l'installation voisine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Production autorisée**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Production autorisée

**Prescription contrôlée :**

La production maximale, calculée sur une période de douze mois consécutifs, est de **8010 t** (3000 m<sup>3</sup>) de matériaux extrait du sol.

<b>Constats :</b>
L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'activité d'extraction en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : clôture**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>
Une clôture efficace ou un dispositif équivalent sur toute la périphérie de la carrière permet d'en interdire l'accès.
<b>Constats :</b>
Lors de l'inspection, il est constaté que le site est clôturé et l'accès équipé d'un portail fermé à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Surveillance du respect du périmètre autorisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du respect du périmètre autorisé
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>L'exploitant met à jour <b>au moins une fois tous les cinq ans</b> un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les différents équipements de traitement de matériaux et la position des stocks ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• le réseau de circulation des eaux ;</li> <li>• les zones remises en état.</li> </ul>
<b>Constats :</b>
Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir le plan d'exploitation sur fond cadastral.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit établir un plan topographique d'exploitation sur fond cadastral comportant l'ensemble des informations prévues.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Circulation des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Circulation des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux recueillies sur le carreau de la carrière (eaux de pluie et eaux d'exhaure) sont canalisées et dirigées vers le bassin d'extraction d'où elles sont pompées vers un bassin de décantation. Le bassin de décantation peut être à l'extérieur de la carrière. Dans ce cas, une convention fixe les responsabilités des parties en cas de pollution ou de dépassement des valeurs admissibles par le milieu extérieur et les normes de rejets applicables sont celles fixées pour l'installation où est situé le dernier bassin de décantation. Le bassin de décantation (ou l'ensemble des bassins successifs) a une capacité d'environ 300 m <sup>3</sup> et est équipé d'un système permettant de bloquer tout rejet en cas de pollution. Tout rejet pendant les périodes d'étiage ou de forte pluie est interdit.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que la fosse d'extraction est en eau, aucun pompage n'est réalisé, le trop plein de la fosse est dirigé vers la carrière voisine SAG4. Aucun écoulement extérieur au site n'est constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Point de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 4.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le point de rejet est unique pour toute la carrière, facilement accessible et clairement repéré. Il est équipé d'un canal de mesure du débit, d'un dispositif de prélèvement et d'un moyen d'obturation rapide. Aucun rejet direct vers le milieu naturel n'est autorisé.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que la fosse est en eau, le rejet des eaux est assuré normalement par pompage et canalisation vers la carrière voisine SAG4. Aucun rejet direct au milieu n'est constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  La remise en état est réalisée conformément à celle prévue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploitation.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que la fosse est en eau. La remise en état du site par remblaiement avec des stériles et remblais n'est pas engagée. L'exploitant indique le souhait de demander une prolongation de l'autorisation puis une autorisation environnementale pour cette installation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2005.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Remise en état du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2005, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moins un an avant l'arrêt de l'activité d'extraction, l'exploitant fait parvenir au Préfet son projet pour la remise en état du site. Ce document devra présenter précisément les modalités de réhabilitation écologique et paysagère de l'ensemble du site.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a entrepris aucune démarche d'information sur le projet de remise en état. L'exploitant indique le souhait de demander une prolongation de l'autorisation (fin avril 2025) puis de déposer une demande d'autorisation environnementale en 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2005.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois